



**DEPARTEMENT DU JURA
COMMUNE DE DOLE**

**AUTORISATION
relative à l'accessibilité aux personnes handicapées
et à la protection contre les risques d'incendie
d'un établissement ou d'une installation recevant du public
et soumis à permis de construire.**

Délivrée par le Maire au nom de l'Etat, en application des dispositions des articles L. 122-3 et R. 122-7 du Code de la Construction et de l'Habitation

Le Maire,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu la demande de permis de construire n° PC 039 198 24 D0046, déposée le 03/08/2024 par le CENTRE HOSPITALIER LOUIS PASTEUR domicilié 73, avenue Léon JOUHAUX représenté par Monsieur Gilles CHAFFANGE, pour des travaux de restructuration du service dialyse,

Vu la demande d'autorisation de travaux n° AT 039 198 24 D0028, déposée dans le cadre de la demande de PC susvisée,

Vu l'avis favorable de la Sous-Commission Départementale pour la Sécurité contre les risques d'incendie en date du 25/09/2024 à la demande de dérogation pour la mise en place de portes coulissantes manuelles pour les boxes individuels,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la Commission de Sécurité Incendie de l'Arrondissement de Dole en date du 04/10/2024,

Vu l'avis favorable de la Commission d'Accessibilité de l'Arrondissement de Dole en date du 04/10/2024,

ARRETE :

ARTICLE 1 : La réalisation des travaux décrits dans le dossier susvisé est **ACCEPTEE** avec les prescriptions suivantes :

ARTICLE 2 : Le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions formulées par la Commission de Sécurité Incendie de l'Arrondissement de Dole, dont une copie du procès-verbal est annexée au présent arrêté.



Signé électroniquement à Dole
Le 17 octobre 2024
Pour le Maire de la ville de Dole
Par délégation,
Jean-Michel REBILLARD
Chargé de l'accessibilité, des affaires foncières et
immobilières



Seul ce document numérique a valeur juridique

Voies de recours :

Conformément aux articles R. 421-1 et R. 421-5 du Code de la Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Durant ce délai, un recours gracieux ou hiérarchique peut être exercé, prorogeant le délai de recours contentieux.